

Essai de culture I

La Coop de Creully plante le cadre des pommes de terre industrielles

La Coopérative de Creully teste avec une vingtaine d'agriculteurs la production de pommes de terre industrielles. Près de 150 ha sont envoyés dans le Nord, pour être transformés en frites ou en chips. L'essai s'inscrit dans une logique de diversification des cultures, après la fermeture de la sucrerie de Cagny. Le tout sur fond de pandémie mondiale.

■ Mardi 29 septembre, à Saint-Martin-des-Entrées, une arracheuse à pommes de terre tourne dans la parcelle de Stéphane et Arnaud Léostic. Les exploitants testent pour la première fois la culture, accompagnés par la Coopérative de Creully et la SARL Philippe, entreprise de travaux agricoles basée à Maltot. « On cultivait une quinzaine d'hectares de betteraves avant que la sucrerie de Cagny ne ferme », place Stéphane Léostic. Alors, quand la Coopérative de Creully lui propose de tester la pomme de terre industrielle, le cultivateur accepte. « Nous cherchons à diversifier les cultures, la pomme de terre est une tête de rotation intéressante. »

De A à Z

L'idée a germé à Creully il y a moins d'un an. La coop est contactée par un courtier en février et tout est « allé très vite », retrace Stéphane Carel directeur de la coopérative. Il fallait planter cinq à six semaines après. On a foncé. Une vingtaine de cultivateurs accompagnés des techniciens de la coopérative s'engagent dans le projet et emblavent 150 ha de pommes de terre industrielles. L'ensemble de la production est contractualisé. « Nous avons organisé des réunions, entre les producteurs, d'accompagnement de cycle culturel de la plantation à l'arrachage, de prélèvement, de protection phytopharmaceutique,



L'arrachage chez Stéphane et Arnaud Léostic, mardi 29 septembre, à Saint-Martin-des-Entrées. DR



La pomme de terre industrielle doit conserver une couleur blanche, requise par les fast foods pour les frites et les chips. DR



L'arrachage de pommes de terre attire la curiosité des voisins, qui viennent aussi donner un coup de main. La culture n'est pas (encore ?) courante dans le département. DR

« Nous testons cette année la pomme de terre industrielle et sommes en réflexion pour travailler les plants de pommes de terre.

Ce pourraient être des solutions partielles aux hectares de betteraves perdus. »

Stéphane Carel, directeur de la Coopérative de Creully.



De gauche à droite : Martin Allard ; Stéphane Léostic ; Joël Marion, salarié ; Mélanie Philippe, entrepreneuse agricole ; William Lemâtre, voisin en entraide ; Paul Bourdon (stagiaire) ; Stéphane Carel, directeur de la Coopérative de Creully. DR

explique Martin Allard, technicien à la Coopérative de Creully. Soit un suivi de A à Z. C'est une culture intéressante qui demande beaucoup de surveillance au champ. Cette année, il n'y a pas eu beaucoup de pression mildiou mais ça peut aller très vite. » La pomme de terre industrielle doit répondre à des critères de couleur, de calibre, de tenue de cuisson. « Nous avons fait des tests en fin de cycle. Les rendements finaux des parcelles arrachées, autour de 45 à 55 T/ha, correspondent à ceux que l'on a échantillonnés, à 950 kg près à l'hectare. »

À l'épreuve de la Covid-19

Pour assurer les travaux aux champs, deux entreprises agricoles intègrent le projet. Dont la SARL Philippe. « Avant, nous arrachions des betteraves. Nous avons pu échanger une arracheuse à betteraves contre une à pommes de terre », explique Mélanie Philippe. L'entreprise a investi dans un broyeur, une planteuse

et une fraise-butteuse. « Nous les avons trouvés en un temps record. Nous sommes allés en Belgique les chercher avec le commercial de la marque. C'était la veille du premier jour de confinement en France. C'est ma sœur qui y est allée, car j'ai un petit garçon et je ne voulais pas être bloquée là-bas. » La résistance du projet est mise à l'épreuve mais les machines arrivent à temps pour planter, en avril. « Bravo aussi aux deux salariés de l'entreprise qui se sont impliqués et sauvent leur emploi », souligne Mélanie Philippe. L'autre entreprise agricole qui participe au projet est l'ETA Legoux à Bény-sur-Mer.

Solidarité et curiosité

Pour la récolte, la solidarité - et la curiosité - paysanne font le job. Les voisins prêtent des bennes et des bras pour trier les pommes de terre sur l'arracheuse. Ce mardi 29 septembre, trois camions doivent partir vers le nord de la France. « Le débit

de chantier est aléatoire », reconnaît Mélanie Philippe. Martin Allard reprend : « le principal, c'est de sortir la qualité requise, de répondre au contrat ». Pour la première année, une marge après agrofourniture et travaux par l'ETA de 1 300 €/ha à 1 500 €/ha est visée par les producteurs. La Coopérative de Creully a bien en tête de développer l'essai mais elle reste prudente. La restauration hors domicile a été impactée par la Covid-19. Les industriels ont une vision à long terme du marché mais des questions restent en suspens : quelles sont les attentes pour l'année prochaine ? Quelle tournure va prendre la crise sanitaire ? Malgré l'incertitude du marché, « la Coopérative de Creully souhaite apporter des réponses à ses adhérents afin de leur permettre de planter à nouveau au printemps prochain avec les mêmes garanties que cette année », conclut Stéphane Carel. ■

Lait |

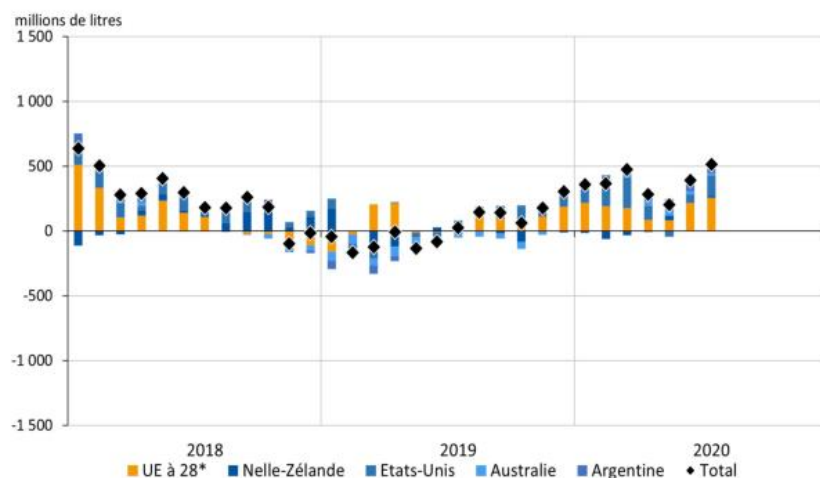
Conjoncture à fin septembre

Conjoncture mondiale

■ La collecte cumulée des grands bassins laitiers exportateurs s'accroît fortement en juillet 2020 avec 514 millions de litres supplémentaires produits par rapport à juillet 2019. La collecte a particulièrement progressé en Europe, qui représente 50% de la hausse de collecte des 5 grands bassins laitiers exportateurs, ainsi qu'aux Etats-Unis qui représente 30% de cette hausse. La collecte argentine maintient également son dynamisme. En Australie, la collecte est en hausse sur les 7 premiers mois de l'année (+4,6%) après une année 2019 particulièrement difficile. Les échanges de produits laitiers restent soutenus. La demande de beurre repart à la hausse en Chine (+83% d'importations de beurre en juillet 2020) et la demande russe reste soutenue (+8% sur les 6 premiers mois). Alors que la Nouvelle-Zélande est moins présente

sur ce marché (-19% d'exportations de beurre sur les 7 premiers mois), l'Europe accroît fortement ses exportations de beurre (+58% sur 7 mois). Les échanges de poudre de lait écrémé sont en légère baisse avec une demande chinoise en recul. Alors que l'Europe et la Nouvelle-Zélande diminuent leurs exportations de poudre de lait écrémé, les Etats-Unis accroissent nettement leurs exports (+28% sur 7 mois). On observe une hausse des échanges de poudre de lait entier avec une demande accrue du Brésil (+21,7% d'importation en août 2020) et des exportations en hausse depuis l'Europe (+37% en juillet 2020). La demande en lactosérum s'intensifie en Chine (+64% en juillet 2020) et cela profite notamment à l'Europe avec des exportations en hausse de 15% sur 7 mois. ■

Evolution de la production laitière dans les cinq grands bassins mondiaux – situation à juillet 2020



Conjoncture française

■ La collecte a progressé de 2,7% en juillet 2020, repartant à la hausse après le recul enregistré sur les mois d'avril à juin. Cette reprise s'explique en partie par la situation dans l'Ouest du pays, plus épargné par les événements climatiques. Les cours des produits laitiers industriels sont à l'équilibre depuis plusieurs semaines maintenant. Après le redressement entamé début mai (où il avait atteint un point bas à 1 870 €/t), le cours de la poudre de lait écrémé oscille depuis début juillet autour de 2 100 €/t, proche de son ni-

veau de l'année précédente à la même époque. La cotation du beurre spot (nouveaux contrats) a presque retrouvé son niveau de pré-confinement à 3 400 €/t, qui varie relativement peu depuis le mois de juillet. Les achats des ménages en magasins progressent encore sur le mois d'août, avec cependant un ralentissement par rapport aux situations rencontrées lors de la période de confinement. Pour autant, la tendance récente observée sur le lait de consommation et les produits ultra-frais (hausse dans un contexte historique de déconsommation) ne

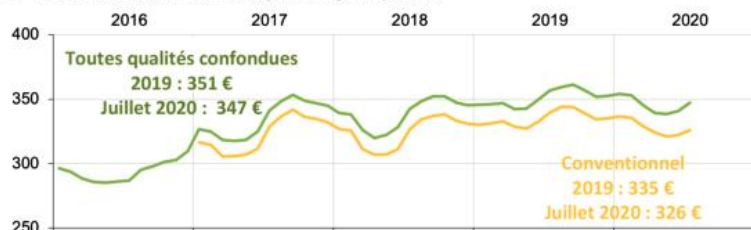
se dément pas. La réouverture progressive de la restauration commerciale en période estivale et les séjours privilégiés sur le territoire français ont contribué à relancer la consommation hors foyer. Le prix du lait standard conventionnel (hors AOP et bio) de FranceAgriMer (38 g/l MG - 32 g/l IMP) a opéré une remontée saisonnière depuis juin, avec une saisonnalité qui a été décalée dans le temps par certains opérateurs. Il s'établit en juillet à 326 €/1000 litres soit 4,0% en deçà de son niveau de l'an passé à la même période. ■

Evolution mensuelle de la collecte par bassin, par rapport à la même période de l'année précédente

Bassin	Mai 2020	Juin 2020	Juil 2020	7 m 2020
Auvergne-Limousin	- 2,9%	- 3,7%	+ 1,8%	+ 1,7%
Centre	+ 1,0%	+ 6,6%	+ 6,1%	+ 4,0%
Charente-Poitou	- 3,0%	- 1,0%	+ 1,8%	+ 0,1%
Grand Est	+ 1,6%	+ 2,9%	+ 8,2%	+ 4,6%
Grand Ouest	- 2,8%	- 1,1%	+ 2,5%	- 0,5%
Nord-Picardie	- 0,6%	- 0,8%	+ 1,4%	+ 0,2%
Normandie	- 1,5%	- 1,5%	+ 0,8%	- 0,6%
Sud-Est	- 3,7%	- 2,1%	+ 2,2%	+ 0,3%
Sud-Ouest	- 5,3%	- 5,0%	- 1,0%	- 3,4%
France	- 1,8%	- 0,8%	+ 2,7%	+ 0,4%

Evolution mensuelle

€/ 1 000 litres, départ ferme, 38g MG 32g MP par litre



Conjoncture européenne

■ La collecte européenne progresse encore de 2% en juillet 2020 et de 1,3% sur les 7 premiers mois de l'année. La France augmente nettement sa production en juillet (+2,7%) après trois mois de baisse de collecte. La collecte allemande reste également en légère hausse (+0,8%). La Pologne et l'Irlande maintiennent une collecte dynamique et l'Italie voit également

sa collecte progresser (+5,3% en juin). Le prix moyen du lait payé à la ferme est resté stable entre juin et juillet. Il semble se redresser en août en Pologne, ainsi qu'aux Pays-Bas. Au mois de juillet, le prix du lait payé à la ferme était en moyenne 4,7% inférieur au niveau de 2019 en Allemagne, en Pologne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. ■

JUSTINE PESCHARD - FRSEA NORMANDIE
Article rédigé avec le soutien du Criei Normandie Lait